

jet, qui intègre dix pays d'Amérique centrale, souhaite « faciliter la conception, le financement et la mise en œuvre des programmes, projets et activités d'intérêt régional. [...] Les pays partenaires travaillent à promouvoir la croissance économique et le développement en Amérique centrale²². » Au Chiapas, ce projet comprend le développement des infrastructures routières et des installations génératrices d'électricité (barrages et champs éoliens), l'ouverture de concessions minières, l'augmentation de l'investissement dans les biocarburants, la construction d'un nouveau complexe touristique ainsi que l'agrandissement des aéroports régionaux.

Tous ces projets mettent en péril le mode de vie paysan et indigène, d'où la résistance d'une frange de la population, pour qui l'agriculture est le seul moyen de subsistance voulu. La plupart des paysans et des indigènes souhaitent plutôt un développement prenant en compte le concept maya du « Lekil Kuxlejal » qui renvoie à l'harmonie de la vie, l'unité, l'intégration de l'individu à la communauté et à la nature, au bien commun de l'humanité. On retrouve d'ailleurs ce concept dans d'autres pays d'Amérique du Sud, par exemple en Équateur et en Bolivie où le « Buen Vivir » (« bien vivre ») est inscrit dans la Constitution.

Il est important de signaler qu'au-delà des zapatistes, il existe au Chiapas une multitude de mouvements sociaux rassemblés en associations, syndicats, coopératives, mouvements religieux, qui s'organisent pour résister à la construction des diverses infrastructures prévues dans le Projet méso-américain. Les manifestations, pétitions, blocages de routes et occupations de bâtiments officiels sont fréquents.

22 www.proyectomesoamerica.org/.

Violences et clientélisme

Pour tenter d'affaiblir la contestation, le gouvernement mexicain utilise diverses stratégies.

L'État du Chiapas s'est davantage militarisé à partir de 2006 avec la collaboration des États-Unis, officiellement pour lutter contre le crime organisé. Des incursions incessantes sont menées dans les communautés rebelles, et les humiliations et séquestrations y sont légion. Il y a également des cas de torture²³. Ce n'est jamais l'armée mexicaine qui use directement de la force. Elle préfère former des paramilitaires qui accomplissent les atrocités, comme ce fut le cas dans la communauté d'Acteal où quarante-cinq villageois perdirent la vie le 22 décembre 1997²⁴.

Au-delà de l'usage disproportionné de la force et de la violation courante des droits humains les plus fondamentaux, le gouvernement utilise le harcèlement judiciaire contre les leaders qui s'opposent à ses projets. Cela s'avère très efficace pour limiter leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion. C'est aussi très coûteux pour les inculpés qui doivent dépenser de l'argent et consacrer beaucoup de temps pour leur défense.

Mettant en œuvre une politique clientéliste, le gouvernement n'hésite pas à offrir des cadeaux à ses fidèles, pendant que les autres s'enfoncent dans la pauvreté. Le gouvernement « utilise le Trésor public en vue de générer une dépendance aux programmes sociaux gouvernementaux, dans l'intention de rompre les relations des communautés indigènes avec des mouvements rebelles²⁵ ». Le père

23 Amnistía Internacional, *Culpables conocidos, víctimas ignoradas. Tortura y maltrato en México*, Mexique, 2012, <http://bit.ly/JKZSRA>.

24 Pour plus d'informations, voir : <http://acteal.blogspot.mx/>.

25 Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas, *Entre la política sistémica y las alternativas de vida, Informe sobre la situación de los derechos humanos en Chiapas durante los gobiernos federal y estatal 2006-2012*, Mexique, 2012.

José Aviles Arriola, vicaire de la Commission Justice et Paix de San Cristobal de las Casas, affirme que « le gouvernement ment lorsqu'il dit que le Chiapas est en train de sortir de la pauvreté parce qu'il y a davantage de consommation de produits de première nécessité. Les denrées alimentaires de base distribuées par l'État sont en fait produites par les grandes entreprises agroalimentaires. L'argent généreusement donné aux pauvres retourne donc dans les poches du grand capital ».

Malgré cette politique répressive, les zapatistes montrent des voies alternatives de développement. Dès le début du mouvement, l'accent a été mis sur la dimension internationale et le caractère contre le système des revendications. L'opposition au néolibéralisme est centrale. En 1996, la réunion « Intergalactique » qu'ils ont organisée en est une des expressions privilégiées, par ailleurs précurseur du Forum social mondial. S'il existe certaines difficultés d'organisation pratique au quotidien, ce mouvement continue d'avancer avec beaucoup d'humilité, en apprenant de ses erreurs. Le grand nombre de jeunes se revendiquant fièrement zapatistes montre bien que le mouvement est loin de s'essouffler. Le succès de l'Escuelita confirme aussi l'espoir et la curiosité qu'ils continuent de susciter à travers le monde. La participation très active des femmes dans la vie politique zapatiste, malgré le climat très machiste du Mexique, n'est qu'un exemple parmi d'autres des transformations positives que les zapatistes ont mis en pratique.

Quel soutien apporter ?

Alors que les accords de libre commerce UE-Amérique centrale viennent d'être ratifiés, il est nécessaire que les dirigeants européens et belges exigent le respect des droits humains de la part du gouvernement mexicain. L'exploitation des ressources chiapanèques dont jouiront les Européens ne peut se faire au détriment des populations indigènes. La

démilitarisation de la zone, et notamment le désarmement des paramilitaires, est indispensable pour améliorer la situation au Chiapas. Il est aussi possible de prendre part aux « actions urgentes » du Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas, qui alerte régulièrement le public sur la situation des droits fondamentaux au Chiapas et des actions possibles à entreprendre. Il est tout aussi urgent de demander la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Pour favoriser le processus démocratique au Mexique, l'Union européenne doit aussi insister pour que l'État mexicain applique la convention 169 de l'Organisation Internationale du travail (OIT), qui reconnaît le droit des populations indigènes d'être consultées avant chaque projet affectant leur mode de vie. ■

novembre 2013

L'image manquante, scènes de la terreur khmère rouge

ROLAND BAUMANN

Lauréat du prix « Un certain regard » au Festival de Cannes 2013 et diffusé sur Arte le 9 octobre, *L'image manquante* de Rithy Panh, vient de sortir en DVD chez Arte Éditions. Grasset a publié le texte des commentaires du film, écrit par Christophe Bataille et dit en voix off par l'acteur franco-cambodgien Randal Douc. Avec *S21, la machine de mort khmère rouge* (2003) et *Duch, le maître des forges de l'enfer* (2011), ce nouveau film constitue la trilogie documentaire de Rithy Panh sur le système politique criminel responsable de l'extermination d'au moins un quart du peuple cambodgien, dont presque toute sa famille et auquel lui-même ne survécut que par miracle, comme il le raconte dans *L'élimination* (2012), récit de sa confrontation avec l'ancien directeur du camp de S21, Duch, inculpé au « tortueux procès » d'une poignée